

● En nombre d'exemplaires vendus par jour
 Source : OJD en 2012

▨ Zones couvertes par deux grands groupes

□ Départements non couverts par les grands groupes

CONCENTRATION Un à un, les journaux de la presse quotidienne régionale tombent dans le giron de quelques grands groupes. Un ratissage systématique de l'Hexagone au détriment du pluralisme de l'information.

La PQR se regroupe sur un air de trust

Par ISABELLE HANNE

La répartition des groupes de presse régionale en France est devenue une géographie des grands ensembles. Huit grands groupes se partagent aujourd'hui la quasi-totalité des quotidiens régionaux, et la tendance, ancienne, ne fait que s'accélérer. En tête, le Crédit mutuel (lire page ci-contre), qui possède tous les titres de Nancy à Grenoble : les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, le *Bien public*, le *Dauphiné libéré*... Puis le Groupe Ouest-France, avec son quotidien mastodonte (750 000 exemplaires vendus par jour), présent dans douze départements. Au cœur du pays, c'est le groupe Centre France qui règne en maître (*la Montagne*). Et du Pas-de-Calais à l'Aube, c'est le belge Rossel qui tient le monopole (*la Voix du Nord*). Le groupe a récemment étendu son influence avec l'acquisition des journaux du nord-est de l'empire Hersant (*l'Union*), dont les miettes ont été rachetées fin 2012 par la famille Hersant associée à Bernard Tapie (*la Provence*).

PHÉNOMÈNE. De 1944 à aujourd'hui, le nombre de quotidiens régionaux est passé de plus de 170 à moins de 60. Sur la même période, le nombre de départements comptant un seul journal est passé de 7 à 44. C'est ce qu'on appelle la concentration industrielle, un phénomène qui touche aussi bien l'automobile que la métallurgie. Et la presse quotidienne régionale (PQR) française : «La concentration permet aux journaux de survivre et de résister aux concurrents

nouveaux», précise l'historien de la presse Patrick Eveno, qui rappelle que dès leur apparition, «les grands régionaux ont eu tendance à absorber les petits titres autour».

Dans ces zones où les grands groupes sont en situation de monopole, le pluralisme, pourtant inscrit dans la Constitution, n'est plus assuré par la PQR. Avec le risque de n'offrir qu'une seule vision de l'actualité. L'économiste Julia Cagé, qui prépare une thèse sur les effets de la concurrence sur la presse à Harvard et à l'École d'économie de Pa-

«Les journaux français, moins rentables qu'ailleurs, n'attirent plus les gens qui veulent faire du business, mais des profils en quête d'influence.»

Patrick Eveno historien de la presse

ris, parle d'un «potentiel biais politique». «Par exemple, Ouest-France, qui est sans doute le meilleur titre de PQR en France, doté d'une grosse rédaction, a traité le mariage pour tous avec son biais démocrate-chrétien.» Seuls les lecteurs du Finistère, du Morbihan et des Côtes-d'Armor ont pu trouver une alternative en kiosque, avec l'irréductible et indépendant *Télégramme*.

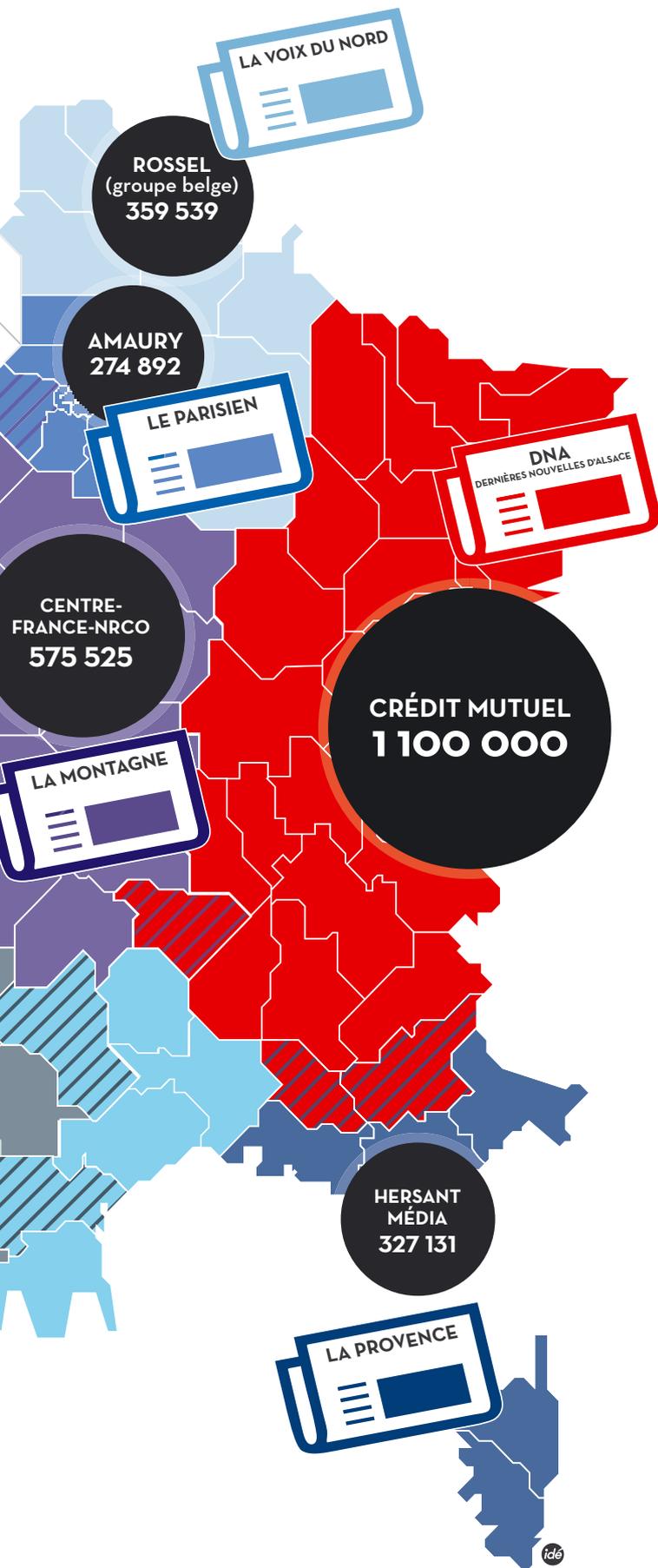
«Le pluralisme de l'information n'est plus assuré par les régionaux depuis bien longtemps, balaye Patrick Eveno. Aujourd'hui, c'est une fonction assurée par d'autres médias. En 1914, il y avait 4 quotidiens à Alençon et 5 à Gap : des feuilles de chou qui tiraient à 8 000 exemplaires, et qui soutenaient le député local. A la place, aujourd'hui on a des blogs, des

chaînes de télé...» On a aussi des gra-tuits, de la presse quotidienne nationale (mais elle est souvent difficile à trouver en région), et des pure-players de qualité : Marsactu, Dijonscope, Aqfi...r...

«INÉVITABLE». La loi française anti-concentration interdit à un même ac-q-quéreur de détenir plus de 30% de la diffusion totale des quotidiens d'infor-mation politique et générale, qu'ils soient nationaux, régionaux ou locaux. C'est large : le premier groupe de PQR, le Crédit mutuel, n'atteint pas 20%.

Faudrait-il, alors, baisser les seuils de concentration ? «Si le Crédit mutuel n'avait pas été autorisé à racheter le Républicain lorrain, on l'aurait laissé mourir, rétorque Patrick Eveno. Il n'y avait aucun autre candidat à la reprise.» Pour l'historien, ce n'est pas une question de concentra-tion, qui est «inévitabile», mais de nature des patrons : «Les journaux fran-çais, moins rentables qu'ailleurs, n'attirent plus les gens qui veulent faire du business, mais des profils en quête d'in-fluence.» Au hasard : des banquiers et Bernard Tapie. Ce dernier lorgnerait d'ailleurs *Midi libre*, propriété du groupe Sud Ouest. Les cartes risquent d'être rebattues, avec une concentration plus forte encore. En novembre, le président du directoire du Groupe Sud Ouest, Olivier Gerolami, l'a prédit : «Dans trois ou quatre ans, il y aura entre trois et cinq grands groupes de presse quotidienne régionale en France.»





Autopromo, articles et services mutualisés: la banque malmène les rédactions de ses titres de l'Est.

Crédit mutuel, l'info uniforme

À Crédit mutuel, vraiment, tout est mutuel: même les articles des journaux détenus par la banque. Propriétaire de l'intégralité des titres de la moitié est de la France, de Nancy à Grenoble, du *Républicain lorrain* au *Dauphiné libéré*, le Crédit mutuel, via son groupe Ebra (Est Bourgogne Rhône-Alpes), veut faire des économies d'échelle. Grâce aux mutualisations, chaque journal pourra piocher dans les contenus des autres titres du groupe, et ainsi remplir à peu de frais le million et quelques d'exemplaires vendus chaque jour. C'est en tout cas le plan de Michel Lucas, le tempétueux patron du Crédit mutuel. Et même l'opposition des syndicats, qui réclament un accord de droits d'auteur, ne semble guère qu'un petit caillou dans sa chaussure.

Mutualisez, qu'il disait

Le projet du banquier est en ordre de marche: la couverture des grandes manifestations sportives ou de l'actu étrangère est déjà mutualisée. Même article sur le Tour de France dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA)* ou le *Progrès*. Même article sur les élections américaines dans l'*Est républicain* ou le *Journal de Saône-et-Loire*. «C'est la pensée unique pour toute la moitié est de la France», s'indigne un journaliste du *Républicain lorrain*. La semaine dernière, une interview de François Hollande, de passage en Bourgogne, a été réalisée par un journaliste du *Bien public*. Elle a été publiée dans tous les journaux du groupe, avec cette mention: «Interview réalisée par mail.» «Ça fait tache, juge un journaliste du *Progrès*. Nous, on ne fait pas d'interview par mail. Mais avec la mutualisation, on n'a plus la main sur ce qu'on publie.»

Autopromo et publiportage

Ça fait beaucoup plus tache quand c'est un papier à la gloire du Crédit mutuel. Début mars, un article vantant les performances de la banque fédérative a été publié dans tous les journaux Ebra. «Quel est le message envoyé au grand public, quand le premier éditeur français de presse régionale utilise "ses" journaux comme vecteurs de sa communication?» s'était insurgé le Syndicat national des journalistes (SNJ). Dans le même genre, un reportage a été publié l'été dernier dans l'ensemble des quotidiens du groupe, sur les actions humanitaires de la fondation du Crédit mutuel-CIC en Haïti. «Plus qu'une subvention, c'est le geste de solidarité d'une banque qui depuis son origine met l'homme au cœur de son action», s'emportait Michel Lucas, lyrique et pas gêné.

Le «Big»

Mise en pratique de cette mutualisation, une rédaction d'une quinzaine de journalistes issus des titres du groupe s'est installée à l'automne à Paris (dans les locaux du CIC, normal). Désormais, les informations générales – «les IG» – sont traitées à Paris. À terme, les pages seront envoyées clé en main à tous les titres du groupe. À l'arrivée, les mêmes premières pages dans une dizaine de quotidiens... «Il s'agit d'une attaque frontale contre l'histoire de ces journaux, leurs identités respectives, l'indépendance de leurs rédactions», regrette le SNJ. «On ne traite pas les infos gênés de la même façon à

Strasbourg ou à Grenoble!» tempête un journaliste. Le Crédit mutuel veut faire des économies en abonnements AFP. Et, dit-on dans le groupe, ambitionne de proposer ses services à d'autres titres de PQR. Avec ce «bureau des informations générales», surnommé le «Big», plus besoin d'équipe dédiée dans chaque journal. «Tous les services IG sont en sursis jusqu'à ce que le bureau parisien soit opérationnel», précise Vincent Lanier, délégué syndical au *Progrès* et secrétaire général du SNJ. «Michel Lucas est un banquier qui cherche surtout à faire des économies, constate un journaliste. Seulement, on ne vend pas des boîtes de petits pois.»

La fin des zones tampon

Cette politique d'uniformisation va plus loin encore: les rares zones tampons, où subsistaient deux journaux concurrents, sont en train de disparaître. À la prise de contrôle du groupe L'Est républicain par le Crédit mutuel en 2011, les *DNA* et l'*Alsace-le Pays* sont tous les deux diffusés dans le Haut-Rhin et une partie du Bas-Rhin. L'*Est républicain* et l'*Alsace-le Pays*, sur le Territoire de Belfort. L'Autorité de la concurrence autorise l'acquisition sous conditions, estimant que «l'opération risqu[e] de conduire à une homogénéisation du contenu des titres, se traduisant pour le consommateur/lecteur par une réduction de la qualité et de la diversité des journaux de presse quotidienne régionale». Le Crédit mutuel s'engage donc à «ne pas procéder à l'harmonisation des contenus», écrit l'Autorité, et à «maintenir la diffusion» des titres dans ces zones, jusqu'en 2016. Mais là non plus, le banquier Lucas n'attend pas: les journalistes de ces titres, en concurrence éditoriale mais plus commerciale, sont discrètement reclassés. «Ils affaiblissent soit un titre, soit l'autre, explique un journaliste des *DNA*. Puis ils disent: «On n'a plus l'effectif, on n'a plus le choix, il faut mutualiser.»»

Chantage et intimidation

«Frustrations», «angoisses», «burn out»... Les salariés du groupe sont à bout. Beaucoup sont partis à la faveur d'une clause de cession. «La réorganisation a occasionné des bouleversements qui pèsent sur nos conditions de travail», explique un journaliste. D'autant qu'ils ne peuvent plus exprimer leur mécontentement haut et fort. La plupart des interlocuteurs de *Libération* ont demandé à ne pas être cités, ni eux ni le nom de leur journal. «L'ambiance est un peu lourde: vous ne trouverez pas grand monde qui s'exprime à visage découvert. Michel Lucas règne par l'intimidation et la violence du verbe.» Le banquier à la tignasse blanche peut s'emporter très violemment: «Il n'aime pas les journalistes, encore moins les syndicalistes.» Impossible de contacter la direction du Crédit mutuel. «Nous avons comme consigne de ne pas répondre sur l'activité presse du groupe.» Impossible donc d'en savoir plus sur les projets de Michel Lucas. Mais les journalistes en sont convaincus: à terme, il ne restera qu'un seul quotidien par région. «Voire un seul grand quotidien, ose un journaliste. Avec des éditions départementales.» Qui s'appelleront le *Républicain lorrain*, les *DNA* ou le *Bien public*.